

Tendances récentes : La croissance en Afrique subsaharienne a continué à ralentir au début de l'année en raison de divers problèmes propres à chaque pays et de l'aggravation des perturbations économiques extérieures. Les reprises après les chocs économiques et climatiques antérieurs, déjà fragiles et incomplètes dans de nombreux pays, ont été freinées par la persistance d'une inflation élevée, un nouveau resserrement des conditions financières mondiales, un durcissement des politiques intérieures et une flambée de violence et de troubles sociaux dans certains pays.

L'inflation galopante a aggravé les difficultés économiques des pauvres et a fortement accru l'insécurité alimentaire. Ainsi, l'Afrique subsaharienne a entamé cette année avec 35 millions de personnes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire aiguë par rapport au début de l'année 2022. Dans plusieurs pays, en particulier dans ceux à revenu faible de la région en situation de fragilité et de conflit, des sécheresses prolongées et des conflits armés ont aggravé ces effets. Si l'inflation globale s'est récemment atténuée, la hausse annuelle des prix des denrées alimentaires est toujours à deux chiffres dans près de 70 % des pays, en raison des coûts plus élevés des intrants agricoles, des dépréciations monétaires et de nouvelles difficultés d'approvisionnement dues aux violences intercommunautaires et aux effets délétères du changement climatique.

Selon les estimations, la croissance des trois plus grandes économies de l'Afrique subsaharienne – Afrique du Sud, Angola et Nigéria – est tombée à 2,8 % en 2022 et continuera à fléchir au premier semestre 2023. L'économie sud-africaine, pénalisée par de graves pannes d'électricité, a encore ralenti du fait d'une inflation persistante, d'un durcissement des politiques intérieures et d'un affaiblissement de la demande extérieure. En Angola et au Nigéria – les plus grands producteurs de pétrole de la région –, la dynamique de croissance est au point mort en raison de la baisse des prix de l'énergie et de la stagnation de la production pétrolière. Le rebond post-pandémique du secteur non pétrolier du Nigéria a marqué le pas au début de l'année en raison d'une inflation toujours élevée, des pénuries de devises étrangères et du manque de billets de banque consécutif à la refonte des coupures de la monnaie nationale.

Perspectives : La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait encore reculer à 3,2 % en 2023 avant de remonter à 3,9 % en 2024. L'Afrique du Sud devrait voir sa croissance baisser à 0,3 % cette année, les pannes d'électricité généralisées pesant lourdement sur l'activité et contribuant à la persistance de l'inflation. Celle du Nigéria restera sans doute à peine supérieure à la croissance démographique, ce qui est bien trop lent pour faire des progrès significatifs dans l'atténuation de l'extrême pauvreté. La dégradation des perspectives s'étend en outre au-delà des principales économies régionales, car le coût élevé de la vie limite la consommation privée et le durcissement des politiques empêche la reprise de l'investissement dans de nombreux pays. Plus généralement, l'aggravation des vulnérabilités nationales, le resserrement des conditions financières mondiales et la faiblesse de la croissance mondiale devraient freiner la reprise.

Le revenu par habitant en Afrique subsaharienne devrait progresser de moins de 1 % par an en moyenne en 2023-2024 : dans plus d'un cinquième des économies de la région, dont les trois plus importantes, la hausse moyenne du revenu par habitant sur la période ne devrait pas dépasser 0,5 % et l'évolution sera négative dans plus d'un dixième des pays. Ainsi, les perspectives de réduction de la pauvreté restent sombres, avec près de 40 % de la population d'Afrique subsaharienne vivant dans des pays où le revenu par habitant sera plus faible l'année prochaine qu'en 2019.

Risques : Les perspectives sont sujettes à de multiples risques de détérioration, car l'activité mondiale pourrait ralentir plus rapidement que prévu si la réouverture de l'économie chinoise ne parvient pas à générer une reprise durable ou si les conditions financières mondiales se resserrent davantage. Si les pressions inflationnistes devaient perdurer plus longtemps que prévu ou si les tensions dans le secteur bancaire des économies avancées s'étendaient au système financier mondial, les conditions financières de l'Afrique subsaharienne pourraient se détériorer encore plus. Cela entraînerait de nouvelles

dépréciations monétaires et de nouvelles sorties de capitaux, et accroîtrait les risques de surendettement. De nombreux pays d, qui ne disposent déjà pas d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour atténuer de nouveaux chocs macroéconomiques, sont en proie à des problèmes intérieurs considérables tels que la pauvreté persistante, la violence et les conflits qui s'enveniment, et les effets néfastes du changement climatique. Des conditions météorologiques extrêmes plus sévères et l'aggravation de l'insécurité dans des pays déjà éprouvés par la fréquence accrue de ces événements pourraient peser davantage sur la croissance et provoquer des crises humanitaires prolongées.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales* <https://bit.ly/GEPJune2023FullEN>

Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022e	2023p	2024p	2025p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)						
Angola	-5,6	1,1	3,5	2,6	3,3	3,1
Bénin	3,8	7,2	6,0	6,0	5,9	6,1
Botswana	-8,7	11,8	6,5	4,0	4,0	4,0
Burkina Faso	1,9	6,9	2,5	4,3	4,8	5,1
Burundi	0,3	3,1	1,8	3,0	4,0	4,2
République centrafricaine	1,0	1,0	0,0	3,0	3,8	3,8
Cabo Verde	-14,8	7,0	15,0	4,8	5,4	5,3
Cameroun	0,5	3,6	3,4	3,9	4,2	4,5
Tchad	-1,6	-1,2	2,2	3,2	3,4	3,1
Comores	-0,3	2,1	2,3	2,8	2,9	3,6
Congo (République dém. du)	1,7	6,2	8,6	7,7	7,6	7,5
Congo (Rép. du)	-6,2	-2,2	1,5	3,5	4,3	2,8
Côte d'Ivoire	1,7	7,0	6,7	6,2	6,5	6,5
Guinée équatoriale	-4,2	-2,8	2,9	-3,7	-6,0	-3,1
Érythrée	-0,5	2,9	2,5	2,7	2,9	2,8
Eswatini	-1,6	7,9	0,4	3,0	2,9	2,7
Éthiopie^a	6,1	6,3	6,4	6,0	6,6	7,0
Gabon	-1,8	1,5	3,1	3,1	3,0	3,0
Gambie	0,6	4,3	4,3	5,0	5,5	5,8
Ghana	0,5	5,4	3,2	1,6	2,9	4,8
Guinée	4,9	4,3	4,7	5,6	5,8	5,6
Guinée-Bissau	1,5	6,4	3,5	4,5	4,5	4,5
Kenya	-0,3	7,5	5,2	5,0	5,2	5,3
Lesotho	-5,6	1,6	1,8	2,6	3,1	3,3
Libéria	-3,0	5,0	4,8	4,3	5,5	5,6
Madagascar	-7,1	5,7	3,8	4,2	4,8	5,1
Malawi	0,8	2,8	0,9	1,4	2,4	3,0
Mali	-1,2	3,1	1,8	4,0	4,0	5,0
Mauritanie	-0,9	2,4	5,2	4,5	5,6	6,8
Maurice	-14,6	3,5	8,3	4,7	4,1	3,6
Mozambique	-1,2	2,3	4,1	5,0	8,3	5,3
Namibie	-8,0	2,7	3,5	2,4	1,7	2,1
Niger	3,6	1,4	11,5	6,9	12,5	9,1
Nigéria	-1,8	3,6	3,3	2,8	3,0	3,1
Rwanda	-3,4	10,9	8,1	6,2	7,5	7,5
Sao Tomé-et-Principe	3,1	1,9	0,9	2,1	3,4	3,7
Sénégal	1,3	6,5	4,2	4,7	9,9	5,2
Seychelles	-8,6	5,4	8,8	3,8	3,0	3,1
Sierra Leone	-2,0	4,1	3,0	3,4	3,7	4,4
Afrique du Sud	-6,3	4,9	2,0	0,3	1,5	1,6
Soudan	-3,6	-1,9	-1,0	0,4	1,5	2,0
Soudan du Sud^a	9,5	-5,1	-2,3	-0,4	2,3	2,4
Tanzanie	2,0	4,3	4,6	5,1	5,6	6,2
Togo	1,8	5,3	4,9	4,9	5,3	5,5
Ouganda^a	3,0	3,4	4,7	5,7	6,2	6,7

Zambie	-2,8	4,6	3,9	4,2	4,7	4,8
Zimbabwe	-7,8	8,5	3,4	2,9	3,4	3,4

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Sur la base de l'exercice budgétaire.